



**PRÉFET  
DE MAINE ET LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 06 janvier  
2023

**La directrice régionale de  
l'environnement,  
de l'aménagement et du logement**

**à**

**Monsieur le Préfet de Maine et  
Loire**

Direction de l'Interministérialité et du  
Développement Durable  
Bureau des Procédures Environnementales  
et Foncières

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
RÉ-EXAMEN IED**

**Établissement**

**Société :** REMONDIS ci-après dénommé l'exploitant

**Commune :** CHAMPTOCÉ SUR LOIRE

**Régime ICPE de l'établissement :** Autorisation, Rubrique principale 3550 et BREF principal WT

**N° GUN :** 063.6499

**1 - OBJET DU RAPPORT**

La société REMONDIS, située ZI Anjou Atlantique sur la commune de CHAMPTOCE SUR LOIRE, a été autorisée par l'arrêté préfectoral du 16 mai 2013 modifié le 20 novembre 2014 à exploiter un centre de transit



Mél : uidam.dreal-paysdelaloire@developpement-durable.gouv.fr  
Rue du Cul d'Anon - Parc d'activités Angers / Saint Barthélemy -  
CS80145 49183 Saint Barthélemy d'Anjou Cedex

de déchets dangereux et non dangereux. Par un acte en date du 13 avril 2017, le préfet prenait en compte le classement de l'installation de stockage temporaire de déchets dangereux sous la rubrique 3550 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. À ce titre, l'établissement entre dans le champ d'application de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED ».

Cette installation, ainsi que les installations connexes, sont soumises aux dispositions de la section 8 du chapitre V du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement relatives à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, dite « IED » (Industrial Emissions Directive). En particulier, les articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement précisent les modalités de réexamen et l'article R. 515-72 précise le contenu du dossier de réexamen.

L'objet du dossier de réexamen est de définir les mesures techniques et réglementaires qui permettront à l'établissement d'être conforme aux exigences de la directive IED à échéance du délai de réexamen, soit 4 ans après la parution au Journal Officiel de l'Union Européenne des conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à la rubrique principale.

La rubrique principale retenue est la 3550 relative à l'activité de stockage temporaire de déchets dangereux et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles associées à cette rubrique sont le BREF WT (traitement des déchets). L'installation n'est pas concernée par la rubrique 3510 (valorisation de déchets dangereux avec une capacité de plus de 10t/j).

Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (BREF WT) étant parues au Journal Officiel de l'Union Européenne le 17 août 2018, l'établissement devait remettre son dossier de réexamen avant le 17 août 2019 et ce, en application de l'article R. 515-71 du code de l'environnement. L'autorisation d'exploiter et les conditions d'exploitation de l'établissement doivent en conséquence être conformes aux exigences de la directive IED depuis le 17 août 2022.

Par transmission du 2 février 2020, la société REMONDIS a transmis un dossier de réexamen et des compléments au rapport de base pour l'installation de transit et regroupement de déchets dangereux exercé sur le site qu'elle exploite sur la commune de CHAMPTOCE SUR LOIRE. Suite à la demande de l'inspection des installations classées par courrier du 30 juin 2022, l'exploitant a transmis des compléments à l'inspection des ICPE le 28 octobre 2022.

Le présent rapport expose l'examen de ce dossier par l'inspection des installations classées et propose les suites à lui donner.

## **2 - PRÉSENTATION DE L'ÉTABLISSEMENT**

### **- Description de l'établissement**

Les activités du site sont la collecte et le transit, regroupement de déchets dangereux et non dangereux issus principalement des secteurs de l'imprimerie, de la reprographie, photographie, imageries médiales, d'industries pharmaceutiques... .

L'établissement est constitué :

d'un bâtiment de 1 000 m<sup>2</sup> séparé en deux zones :

- une zone Ouest dédiée au transit de déchets solides dangereux (DD) et non dangereux (DND),
- une zone Est sur rétention totale, dédiée au transit, regroupement de déchets liquides dangereux (DD) et non dangereux (DND) ainsi que des aérosols et comprenant 2 cuves de 20 m<sup>3</sup>,
- deux presses à balle (une pour les emballages plastiques et une pour les fûts métalliques),
- un moyen de pesée et un équipement de détection de radioactivité,
- deux quais de déchargement – chargement,
- trois bennes étanches à l'extérieur pour les déchets d'emballages souillés,
- une aire de parking extérieure,
- un bassin de rétention des eaux pluviales et/ou de confinement des eaux d'extinction d'un incendie.

Les déchets liquides admis sur le site sont des :

- liquides industriels usés : acides, bases, solutions aqueuses, produits phytosanitaires, livrés dans leur emballage d'origine d'une contenance maximale de 1 000 litres identifiés et mis en rétention,
- bains issus du développement photographique et d'imprimerie. Ces bains proviennent de surplus de cuves de traitement et de vidange de ces cuves. Ils contiennent de l'argent et sont valorisables,
- eaux de lavage,
- huiles usagées,
- déchets cyanurés liquides.

Les déchets solides admis dans leur emballage d'origine proviennent des secteurs de l'imprimerie et de la photographie et de diverses industries : oxydes métalliques, charbons actifs, vernis, peinture, produits phytosanitaires, aérosols et gaz, DEEE.

Les quantités maximales de déchets dangereux entreposés dans le bâtiment sont de 270 tonnes.

## **- Périmètre IED**

L'établissement est visé par les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) et le document BREF (Best Reference Documents) sectoriel WT relatif au traitement des déchets. Le périmètre IED correspond aux installations de transit de déchets et ses équipements liés : la voirie et les dispositifs de traitement des eaux de ruissellement, c'est-à-dire la quasi-totalité du site hormis les zones enherbées.

Seules les MTD génériques sont applicables aux installations IED exploitées par la société REMONDIS. Les activités du site ne sont pas visées par des documents BREFs transverses.

L'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets est en outre applicable au 17 août 2022, aux installations classées soumises à autorisation pour la rubrique 3550.

## **3 - ANALYSE DU DOSSIER DE RÉEXAMEN**

### **3.1 Complétude du dossier**

Le dossier transmis par la société REMONDIS est complet. Conformément à l'article R.515-72 du code de l'environnement, le dossier contient :

- une comparaison du fonctionnement de l'installation avec les meilleures techniques disponibles, et un positionnement des niveaux de rejet par rapport aux niveaux d'émission associés aux meilleures techniques disponibles le cas échéant, sur les thématiques suivantes :
  - Système de management environnemental,
  - Inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux,
  - Stockage des déchets,
  - Protection des ressources en eau et des milieux aquatiques,
  - Prévention et gestion des déchets,
  - Réduction des nuisances sonores.
- l'avis de l'exploitant sur l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions en application du III de l'article R.515-70.

**L'inspection des installations classées considère que les éléments relatifs à la mise en conformité des installations vis-à-vis de la directive IED fournis à ce jour par l'exploitant sont suffisants.**

## **Rapport de base**

Conformément aux dispositions de l'article R.515-59-3° du code de l'environnement, l'exploitant avait adressé au préfet un rapport de base décrivant l'état de pollution du sol à la date de la réalisation de ce rapport. Le rapport transmis le 18 avril 2014 et complété le 2 février 2020 avec des investigations complémentaires sur les eaux souterraines comporte la majorité des éléments prévus. Les éléments principaux étant présents, le rapport est jugé complet.

Préalablement à la mise en service des activités situées en zone agricole, le site a fait l'objet d'un état initial de la qualité des sols en octobre 2011. Les investigations réalisées portant sur les paramètres liés aux activités de regroupement de déchets dangereux (les hydrocarbures totaux (HCT), les hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), les solvants aromatiques (BTEX), les composés organo-halogénés volatils (COHV), les Polychlorobiphényles (PCB), les éléments traces métalliques (ETM), les glycols et les alcools) ont permis de conclure à l'absence de contamination des sols.

Compte tenu de la présence de niveaux d'eaux souterraines à faible profondeur sous le sol, un diagnostic complémentaire a été réalisé pour recueillir la qualité des eaux souterraines sur les substances listées dans le guide méthodologique du rapport de base en fonction du type de déchets acceptés sur le site ainsi que sur les paramètres recherchés lors des campagnes de suivi des rejets aqueux et du suivi RSDE.

Trois piézomètres ont été posés (un en amont et deux en aval) en novembre 2019. Les investigations réalisées ont mis en évidence :

- des teneurs inférieurs aux seuils de quantification pour les paramètres suivants : HCT, HAP, PCB, BTEX et COHV ;
- des dépassements du fond géochimique local pour les métaux (cuivre et nickel).

L'exploitant conclut à l'absence de pollution des sols et eaux souterraines dû aux activités de transit regroupement de déchets dangereux au droit du site.

## Dérogation

Le dossier de réexamen transmis par l'exploitant ne comporte pas de demande de dérogation au sens de l'article R.515-68 du Code de l'Environnement.

### **3.2 Régularité – Comparaison aux MTD du BREF sectoriel « Traitement des déchets – WT »**

Les éléments du dossier sont suffisamment développés pour apprécier les caractéristiques de l'installation. L'ensemble des éléments permettent d'apprécier les meilleures techniques disponibles mises en place sur les équipements exploités par la société **REMONDIS**. Les éléments transmis sont proportionnés aux enjeux et permettent de répondre aux dispositions du BREF et à l'article R.515-72 du code de l'environnement fixant le contenu du dossier de réexamen.

Compte tenu des activités du site, les MTD qui s'appliquent aux installations sont les MTD génériques.

Le dossier de réexamen positionne les installations du site vis-à-vis de ces MTD.

### **3.3 MTD relatives au management environnemental applicable aux installations de traitement de déchets (MTD1)**

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, l'exploitant s'est positionné par rapport aux meilleures techniques disponibles pour l'exploitation de son installation.

On peut noter notamment que :

- la société REMONDIS est certifiée ISO 14 001 et 9001 depuis décembre 2018. Elle possède par conséquent un système de management environnemental,
- la politique qualité environnement (PQE) fait partie intégrante du système de management de QE,
- un plan de gestion des flux de déchets et l'inventaire des effluents aqueux est mis en place,
- un plan de gestion du bruit est mis en œuvre.

#### Analyse de l'inspection

Les éléments transmis par l'exploitant répondent aux dispositions des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets sur la partie relative au management environnemental.

### **3.4 – Inventaire des flux aqueux et gestion de la ressource en eau (MTD 3, MTD 7, 19 et 20 + MTD 6)**

Conformément aux conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets, l'exploitant indique qu'aucun mélange, ni traitement de déchets n'est réalisé, seulement du regroupement de déchets de même famille.

Cette opération de regroupement n'est pas à l'origine d'effluents aqueux résiduels et gazeux. Les produits liquides regroupés sont majoritairement constitués d'eau et rapidement transvasés. Les autres regroupements de déchets solides n'émettent pas d'effluents. Il n'y a pas de rejet d'eaux résiduelles.

Les effluents aqueux du site correspondent aux eaux pluviales de ruissellement qui sont rejetées au milieu naturel après traitement et leur rejet est analysé chaque année tel que prescrit dans l'arrêté d'autorisation du 16 mai 2013.

Les résultats des dernières mesures sont les suivantes :

Paramètres VLE AP du 16/05/2013	Valeur mars 2017	Valeur janvier 2019	Valeur mars 2022
PH : 5,5 - 8,5	7,5	7,8	-
Température < 30°	20,6	20	-
MES : 100 mg/l	4,1	3	20
DCO : 300 mg/l	28	< 10	48
DBO <sub>5</sub> : 100 mg/l	5	< 3	-
Hydrocarbures : 5 mg/l	< 0,1	0,15	<0,1

#### Analyse de l'inspection

Les NEA-MTD et la surveillance sont applicables aux installations de transit et regroupement. Conformément à l'arrêté d'autorisation du site, les rejets des eaux pluviales sont analysées une fois par an. Les valeurs de rejets sont très inférieures aux valeurs limites d'émission fixés dans l'Arrêté d'Autorisation. Il ne s'agit que d'eaux pluviales de ruissellement, les déchets dangereux sont stockés dans un bâtiment.

Les MTD imposent une surveillance mensuelle pour les paramètres suivants : MES et DCO. Il convient d'augmenter les fréquences de surveillance applicables sauf s'il n'est procédé à aucun rejet au milieu naturel dans la période correspondante aux fréquences de mesure.

Tels que fixés au point X de l'annexe 3.1 de l'arrêté du 17 décembre 2019, la valeur limite d'émission pour le paramètre MES est de 60 mg/l et pour la DCO de 180 mg/l.

### **3.5 - Émissions atmosphériques (MTD 8 et 14)**

#### **Composés volatils et poussières**

Il n'y a pas d'effluents atmosphériques identifiés sur le site. L'activité n'est pas émettrice de poussières.

## Odeurs

Les déchets réceptionnés ne présentent pas de nuisance olfactive significative. Aucune plainte d'odeur n'a été recensée depuis le début de l'activité.

### Analyse de l'inspection

L'activité de transit de déchets dangereux n'est pas concernée par les MTD relatives aux émissions dans l'air.

## 3.6 - Gestion des déchets (MTD 2, 4 et 5)

La société REMONDIS indique mettre en œuvre des procédures spécifiques en ce qui concerne :

- l'acceptation préalable des déchets,
- la réception, tri et regroupement des déchets entrants sur site (contrôle BSD...),
- le suivi et l'inventaire des déchets,
- la gestion des déchets sortants du site,
- la séparation des déchets sur site.

Les capacités des stockages sont appropriées à la nature des déchets du site. Elles sont définies dans l'arrêté préfectoral de l'installation et l'exploitant indique en assurer un contrôle régulier. Un état des stocks est disponible à tout moment. Le temps de séjour des déchets ne dépasse pas trois mois. Des procédures de manutention et de transfert des déchets sont mises en place. Le personnel est compétent et est formé sur les risques inhérents à la manipulation des déchets.

### Analyse de l'inspection

Les éléments transmis relatifs au stockage et manutention des déchets n'appellent pas de remarque.

## 3.7 - Prévention des nuisances sonores

Concernant les nuisances sonores, la société REMONDIS précise que les activités du site ne sont pas génératrices d'émissions sonores significatives. Les sources potentielles sont le trafic des véhicules et la circulation du chariot élévateur. Aucune plainte de nuisances sonores n'a jamais été recensée. Aucune campagne de mesures de bruit n'ayant été réalisée depuis la mise en service des installations, elle était programmée en 2020. Dans son dossier complété le 28 octobre 2022, l'exploitant a joint les mesures de bruit dans l'environnement réalisées début octobre 2022 par Qcs services. Les résultats sont conformes à la réglementation.

### Analyse de l'inspection

Les éléments transmis relatifs à la prévention des nuisances sonores n'appellent pas de remarque.

#### **4 - CONCLUSION ET PROPOSITIONS**

Le dossier de réexamen est complet et régulier.

Les prescriptions mentionnées dans l'arrêté préfectoral en vigueur permettent de respecter les dispositions de l'article R. 515-60 du code de l'environnement.

Les annexes 1, 2 et 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures technologies disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED s'appliquent à cette installation de transit-regroupement de déchets dangereux depuis le 17 août 2022, sans préjudice des prescriptions fixées dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 novembre 2014 modifié. Il n'est donc pas nécessaire de les actualiser.

Sur la base de l'examen réalisé, conformément à l'article R. 515-73 du code de l'environnement, il convient d'informer l'exploitant de l'absence de nécessité d'actualiser les prescriptions de son arrêté d'autorisation et de lui notifier que les annexes 1, 2 et 3.1 de l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures technologies disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED s'appliquent à son installation de transit-regroupement de déchets dangereux depuis le 17 août 2022, sans préjudice des prescriptions fixées dans son arrêté d'autorisation du 20 novembre 2014 modifié.

Une copie du courrier destiné à l'exploitant est joint au présent rapport.